

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 70. Le présent décret spécial entre en vigueur le 1^{er} octobre 2013, à l'exception :

1^o de l'article 43, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013;

2^o des articles 59 et 69, qui entrent en vigueur à la date de publication du présent décret spécial au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,

P. SMET

—
Note

Session 2011-2012.

Documents. — Projet de décret spécial : 1578, n^o 1. — Avis du Conseil d'Etat : 1578, n^o 2. — Rapport : 1578, n^o 3. — Texte adopté en séance plénière : 1578, n^o 4.

Annales. — Discussion et adoption : Séances du 5 juillet 2012.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2756

[2012/205042]

28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé « S.A.A.C.E. »;

Vu le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion, et plus particulièrement les articles 3, 9, 19 et 22;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 fixant la composition des commissions sous-régionales du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé « S.A.A.C.E. »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 février 2012;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Wallonie du 22 mars 2012;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi du 23 mars 2012;

Vu l'avis de la Commission consultative régionale du Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle du 23 mars 2012;

Vu l'avis n^o 51.382/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le « décret » : le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion;

2^o le « dispositif » : le dispositif de coopération pour l'insertion prévu par le décret;

3^o l'« Office » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

4^o l'« ONem » : l'Office national de l'Emploi visé à l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

5^o l'« arrêté royal » : l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

CHAPITRE II. — *Les bénéficiaires*

Art. 2. En application de l'article 3, alinéas 2 et 3, du décret, sont bénéficiaires de l'accompagnement individualisé, dans la limite des crédits budgétaires et des ressources humaines disponibles, les demandeurs d'emploi inoccupés, non soumis à l'obligation scolaire, qui s'inscrivent ou se réinscrivent à l'Office.

Parmi ces bénéficiaires, sont prioritaires les demandeurs d'emploi, inscrits ou réinscrits à l'Office après la date d'entrée en vigueur du décret, qui appartiennent à une des catégories suivantes :

1° ont en-dessous de vingt-cinq ans accomplis et qui, à la suite d'une première inscription à l'Office, accomplissent, avant la demande d'allocations auprès de l'ONEm, un stage d'insertion tel que visé à l'article 36, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal;

2° à la suite d'une première inscription à l'Office, répondent aux conditions des articles 30 à 33 de l'arrêté royal;

3° à la suite d'une première inscription à l'Office, répondent aux conditions de l'article 36 de l'arrêté royal et qui sont bénéficiaires d'allocations d'insertion;

4° à la suite d'une réinscription à l'Office, sont bénéficiaires d'allocations de chômage ou d'insertion conformément aux conditions visées respectivement aux 2° et 3° et qui, au moment de la réinscription, ne sont plus inscrits comme demandeurs d'emploi depuis une période d'au moins 3 mois ininterrompue;

5° à la suite d'une inscription ou réinscription à l'Office, bénéficient d'un accompagnement tel que visé par l'accord de coopération du 30 avril 2004 entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés relatif à l'accompagnement et au suivi actifs des chômeurs;

6° ayant subi une sanction temporaire ou définitive de l'ONEm dans le cadre de l'arrêté royal, demandent, par écrit, à l'Office à pouvoir bénéficier de l'accompagnement individualisé, pour autant qu'ils soient toujours inscrits comme demandeurs d'emploi inoccupés.

Dans le cas où l'Office ne peut prendre en charge le demandeur d'emploi pour des raisons budgétaires ou de ressources humaines, il notifie, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant preuve de la date d'envoi, et de manière motivée, la décision au demandeur d'emploi. Le demandeur d'emploi peut introduire un recours endéans les 15 jours de la notification de cette décision auprès du Ministre. Passé ce délai, la décision de l'Office est confirmée. En cas de recours, le Ministre se prononce sur celui-ci et notifie sa décision dans un délai de 20 jours. Passé ce délai, la décision de l'Office est confirmée. L'Office veille à informer le demandeur d'emploi dès qu'il est en mesure de le prendre en charge.

En application de l'article 6 du décret, le demandeur d'emploi est informé, au moment de son inscription ou de sa réinscription, au minimum des obligations liées à cette inscription ou à cette réinscription, des obligations visées à l'article 12 du décret et des conséquences du non-respect de ces obligations.

CHAPITRE III. — *Durée, clôture, prolongation et reconduction*

Art. 3. Sans préjudice des articles 6 à 9 de l'arrêté, la durée de l'accompagnement individualisé est fixée à 12 mois, à dater du premier entretien tel que visé aux articles 6 et 7 du décret.

Art. 4. L'accompagnement individualisé débute par un premier entretien en vue de l'établissement du bilan :

1° pour les demandeurs d'emploi visés à l'article 2, alinéa 2, 1° :

a) dans le mois qui suit le mois de l'inscription à l'Office, lorsqu'ils sont détenteurs d'un diplôme équivalent ou inférieur au certificat d'enseignement secondaire supérieur tel que visé à l'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

b) dans les deux mois qui suivent le mois de l'inscription à l'Office, lorsqu'ils sont détenteurs d'un diplôme supérieur au certificat d'enseignement secondaire supérieur tel que visé à l'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

2° pour les demandeurs d'emploi visés à l'article 2, alinéa 2, 2° à 5°, dans les six mois qui suivent le mois de l'inscription à l'Office;

3° pour les demandeurs d'emploi visés à l'article 2, alinéa 2, 6°, dans le mois qui suit le mois au cours duquel a eu lieu la demande écrite auprès de l'Office de bénéficier d'un accompagnement individualisé;

4° pour les demandeurs d'emploi visés à l'alinéa 1^{er} et qui n'appartiennent pas à un groupe-cible visé à l'alinéa 2, dans les six mois qui suivent le mois de l'inscription à l'Office.

Art. 5. § 1^{er}. L'accompagnement individualisé se clôture :

1° à l'échéance de la durée fixée à l'article 3;

2° si la personne n'est plus inscrite comme demandeur d'emploi à l'Office pour une période consécutive d'au moins 3 mois ininterrompue;

3° en cas de non-respect dans le chef du demandeur d'emploi des engagements visés à l'article 12 du décret ou des obligations liées à l'inscription comme demandeur d'emploi et ce, selon les modalités visées au § 3.

§ 2. En cas d'application du § 1^{er}, 1° et 2°, l'accompagnement individualisé se clôture respectivement à l'échéance fixée ou à la fin de la période de 3 mois ininterrompue, et ce sans notification expresse de l'Office.

§ 3. En cas d'application du § 1^{er}, 3°, l'Office notifie, par envoi recommandé et de manière motivée, au demandeur d'emploi, la décision de clôture de l'accompagnement individualisé et le ou les obligations ou engagements non respectés. Cette notification a lieu dans un délai de 15 jours à dater de la connaissance des faits par l'Office.

Sans contestation par lettre recommandée de la part du demandeur d'emploi dans un délai de 15 jours qui commence à courir 3 jours ouvrables après l'envoi de la notification de la décision, cette décision est confirmée le lendemain qui suit le dernier jour du délai de 15 jours.

En cas de contestation dans ce délai de la part du demandeur d'emploi par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant preuve de la date d'envoi, le demandeur d'emploi peut solliciter de l'Office, conformément à la procédure fixée par ce dernier, la révision des éléments constitutifs de cette décision. L'Office confirme ou infirme la décision de clôture de l'accompagnement individualisé et en informe le demandeur d'emploi par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant preuve de la date d'envoi dans un délai de maximum 20 jours à dater de la réception de la contestation.

Lorsque la décision de clôture de l'accompagnement individualisé est confirmée, le demandeur d'emploi peut introduire un recours endéans les 15 jours de la notification de cette décision auprès du Ministre. Passé ce délai, la décision de clôture est confirmée. En cas de recours, le Ministre se prononce sur celui-ci et notifie sa décision dans un délai de 20 jours. A défaut, l'accompagnement individualisé est clôturé. Lorsque la décision de clôture de l'accompagnement individualisé est infirmée ou à défaut de décision de l'Office, l'accompagnement individualisé se poursuit pour la durée restante de l'accompagnement individualisé.

§ 4. L'Office informe les demandeurs d'emploi, par écrit et dès le premier entretien pour l'établissement du bilan, de l'effet automatique de clôture prévu au § 1^{er}, 1^o et 2^o, de la procédure à suivre pour l'application du § 1^{er}, 3^o, ainsi que celle applicable en cas de contestation de la décision de clôture de l'accompagnement individualisé. L'Office veille à diffuser ces informations dans ses canaux de communication.

Art. 6. En cas d'action de formation ou d'insertion auprès de l'Office ou d'un opérateur ayant conclu un contrat de coopération avec l'Office et pour autant que cette action de formation ou d'insertion soit d'une durée consécutive d'au moins 3 mois, la durée visée à l'article 3 est prolongée de la durée de cette action.

Art. 7. Lorsqu'un demandeur d'emploi subit, pendant la durée de l'accompagnement individualisé, une sanction prise par l'ONem dans le cadre de l'arrêté royal, il peut, pour autant qu'il soit toujours inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé à l'Office et qu'il en fasse la demande par écrit à l'Office, continuer à bénéficier de l'accompagnement individualisé pour le solde de la durée initiale.

Art. 8. L'accompagnement individualisé est reconduit pour une durée de 12 mois, suite à la réinscription du demandeur d'emploi, lorsque celle-ci fait suite à une période d'au moins 3 mois ininterrompue durant laquelle il n'est plus inscrit comme demandeur d'emploi.

Art. 9. Sans préjudice des articles 6 à 8, lorsque les objectifs du plan d'actions ne sont pas atteints au terme des 12 mois d'accompagnement, celui-ci est prolongé, sur demande du demandeur d'emploi, de la durée nécessaire à leur réalisation sans toutefois que cette prolongation ne dépasse 3 mois.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Art. 10. Dans l'article 9, 11^o, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, remplacé par le décret du 30 avril 2009, les mots « un contrat crédit insertion avec l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en application du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots :

« un plan d'actions avec l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en application du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion sans préjudice d'un contrat de crédit-insertion conclu, avant la date d'entrée en vigueur du décret précité ».

Art. 11. Dans le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, modifié par les décrets du 22 novembre 2007 et du 19 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'article 2, alinéa 1^{er}, les mots « dans le dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommé le Dispositif, tel qu'institué par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots « dans le dispositif de coopération pour l'insertion, ci-après dénommé le Dispositif, tel qu'institué par le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion »;

2^o dans les articles 4, § 1^{er}, 3^o, et 13, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « une convention de partenariat » sont chaque fois remplacés par les mots « un contrat de coopération ».

Art. 12. Dans le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots « dans le dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommé le Dispositif, tel qu'institué par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots « dans le dispositif de coopération pour l'insertion, ci-après dénommé le Dispositif, tel qu'institué par le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion »;

2^o à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o avoir conclu un contrat de coopération avec le FOREm dans le cadre du Dispositif ».

Art. 13. Dans le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'article 3, § 2, alinéas 4 et 6, les mots « vers un ou plusieurs opérateurs de formation et d'insertion tels que prévus à l'article 2, § 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle » sont chaque fois remplacés par les mots « vers un ou plusieurs opérateurs de formation et d'insertion tels que prévus à l'article 2, 7^o, du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion »;

2^o dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, les mots « une convention partenariale » sont remplacés par les mots « un contrat de coopération ».

Art. 14. Dans l'article 12, § 2, alinéa 2, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, remplacé par l'arrêté du 21 septembre 2006, les mots « au sens du décret relatif au dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle du 1^{er} avril 2004 » sont remplacés par les mots :

« au sens de l'article 2, 1^o, du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion ».

Art. 15. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'article 2, 2^o, est remplacé par ce qui suit :

« 2^o « dispositif » : le dispositif institué par le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion »;

2^o à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « de la convention de partenariat » sont remplacés par « du contrat de coopération »;

3^o l'article 3, alinéa 2, est abrogé;

4^o à l'article 19, alinéa 1^{er}, 2^o, h), les mots « le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots « le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion ».

Art. 16. Dans l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : « S.A.A.C.E. », le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o l'engagement de conclure un contrat de coopération avec le Forem tel que visé à l'article 5, § 1^{er}, 9^o, du décret ».

Art. 17. Dans l'article 8, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, les mots « dont le modèle est visé à l'article 2, § 1^{er}, 1^o et 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle » sont supprimés.

Section 2. — Dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 18. Les conventions de partenariat visées par les articles 4, § 1^{er}, 3^o et 13, 3^o, du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, par l'article 8, § 1^{er}, 2^o, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail, par l'article 5, § 1^{er}, 9^o, du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, qui, en tant que condition à l'agrément de ces organismes, ont été prises avant l'entrée en vigueur du présent arrêté mais qui continuent à produire leurs effets, restent d'application jusqu'à l'échéance prévue dans lesdites conventions, à moins que les contrats de coopération ne soient conclus avant cette échéance.

Art. 19. Les demandeurs d'emploi visés par l'accord de coopération du 30 avril 2004 entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés relatif à l'accompagnement et au suivi actifs des chômeurs sont automatiquement insérés dans le processus de l'accompagnement individualisé :

1^o lorsqu'ils bénéficient de l'accompagnement visé par l'accord de coopération précité, en conformité avec les règles du présent arrêté et pour le solde de la durée de l'accompagnement prévue initialement;

2^o lorsqu'ils ont bénéficié d'un accompagnement visé par l'accord de coopération précité, pour une durée de 3 mois minimum et de 12 mois maximum et ce, sans préjudice des conditions de prolongation ou de reconduction prévues aux articles 7 et 8;

3^o lorsqu'ils se sont inscrits ou réinscrits comme demandeurs d'emploi depuis le 1^{er} janvier 2010 et qu'ils n'ont pas encore bénéficié d'un accompagnement tel que visé par l'accord de coopération précité, pour une durée de 12 mois.

Art. 20. L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 fixant la composition des commissions sous-régionales du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle est abrogé.

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 21. Sans préjudice des articles 18 et 19, le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de 10 jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 20 du présent arrêté dont l'entrée en vigueur est fixée à la même date que celle prévue à l'article 21 du décret.

Art. 22. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2756

[2012/205042]

28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling) (afgekort "S.A.A.C.E.");

Gelet op het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling, en meer bepaald de artikelen 3, 9, 19 en 22;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 tot bepaling van de samenstelling van de subregionale commissies van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling) (afgekort "S.A.A.C.E.");

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 februari 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 februari 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië), gegeven op 22 maart 2012;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 23 maart 2012;

Gelet op het advies van de "Commission consultative régionale du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle" (Gewestelijke adviescommissie van het geïntegreerde stelsel inzake socioprofessionele integratie), gegeven op 23 maart 2012;

Gelet op het advies nr. 51.382/2 van de Raad van State, gegeven op 6 juni 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkingstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "decreet" : het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling;

2^o "regeling" : de samenwerkingsregeling voor inschakeling bedoeld in het decreet;

3^o "Dienst" : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

4^o "RVA" : de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bedoeld in artikel 7, § 1, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

5^o "koninklijk besluit" : het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

HOOFDSTUK II. — *Gerechtigden*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 3, tweede en derde lid, van het decreet, krijgen de niet-tewerkgestelde werkzoekenden die niet aan de schoolplicht moeten voldoen en (her)ingeschreven zijn bij de dienst een geïndividualiseerde begeleiding binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en menselijke hulpkrachten.

Onder laatstgenoemden zijn als prioritair beschouwd, de werkzoekenden die (her)ingeschreven zijn bij de Dienst na de datum van inwerkingtreding van het decreet en die tot één van de volgende categorieën behoren :

1^o de werkzoekenden die minder dan vijftientwintig jaar oud zijn en na een eerste inschrijving bij de Dienst, vóór de uitkeringsaanvraag bij de RVA, een beroepsinschakelingstijd doorlopen hebben zoals bedoeld in artikel 36, § 1, 4^o, van het koninklijk besluit;

2^o de werkzoekenden die na een eerste inschrijving bij de Dienst, voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 30 tot 33 van het koninklijk besluit;

3^o de werkzoekenden die na een eerste inschrijving bij de Dienst, voldoen aan de voorwaarden van artikel 36 van het koninklijk besluit en een inschakelingsuitkering krijgen;

4^o de werkzoekenden die na een herinschrijving bij de Dienst, werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen krijgen overeenkomstig de voorwaarden bedoeld respectievelijk in 2^o en 3^o en op het ogenblik van de herinschrijving niet meer ingeschreven zijn als werkzoekenden sinds een ononderbroken periode van minstens drie maanden;

5° de werkzoekenden die na een (her)inschrijving bij de Dienst, een begeleiding genieten zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 30 april 2004 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen betreffende de actieve begeleiding en opvolging van werklozen;

6° de werkzoekenden die na een tijdelijke of definitieve sanctie door de RVA in het kader van het koninklijk besluit, een schriftelijke aanvraag indienen bij de Dienst om te kunnen genieten van een geïndividualiseerde begeleiding, voor zover zij nog altijd ingeschreven zijn als niet-tewerkgestelde werkzoekenden.

Indien de Dienst de werkzoekende niet kan begeleiden om budgettaire redenen of om redenen van menselijke hulpmiddelen, deelt hij zijn gemotiveerde beslissing aan de werkzoekende mee in een aangetekend schrijven of door elk ander middel dat de verzending bevestigt. De werkzoekende kan bij de Minister een beroep indienen binnen 15 dagen na de kennisgeving van de beslissing. Na afloop van die termijn wordt de beslissing van de Dienst bevestigd. Indien een beroep wordt ingesteld, spreekt de Minister zich hierover uit en deelt hij zijn beslissing mee binnen een termijn van 20 dagen. Na afloop van die termijn wordt de beslissing van de Dienst bevestigd. De Dienst brengt de werkzoekende op de hoogte zodra hij in staat is om hem te begeleiden.

Overeenkomstig artikel 6 van het decreet wordt de werkzoekende op het ogenblik van zijn inschrijving of herinschrijving op zijn minst ingelicht over de plichten i.v.m. deze inschrijving of herinschrijving, over de plichten bedoeld in artikel 12 van het decreet en over de gevolgen in geval van niet-naleving van deze plichten.

HOOFDSTUK III. — *Duur, afsluiting en verlenging*

Art. 3. Onverminderd de artikelen 6 tot 9 van het besluit wordt de duur van de geïndividualiseerde begeleiding vastgelegd op 12 maanden, te rekenen van het eerste gesprek zoals bedoeld in de artikelen 6 en 7 van het decreet.

Art. 4. De geïndividualiseerde begeleiding start met een eerste gesprek met het oog op de balansopmaak :

1° voor de werkzoekenden bedoeld in artikel 2, tweede lid, 1° :

a) binnen de maand die volgt op de maand van de inschrijving bij de Dienst wanneer ze houder zijn van een diploma dat gelijkwaardig is aan of lager is dan het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

b) binnen de twee maanden die volgen op de maand van de inschrijving bij de Dienst wanneer ze houder zijn van een diploma dat hoger is dan het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

2° voor de werkzoekenden bedoeld in artikel 2, tweede lid, 2° tot 5°, binnen de zes maanden die volgen op de maand van de inschrijving bij de Dienst;

3° voor de werkzoekenden bedoeld in artikel 2, tweede lid, 6°, binnen de maand die volgt op de maand waarin bij de Dienst de schriftelijke aanvraag heeft plaatsgevonden om te kunnen genieten van een geïndividualiseerde begeleiding;

4° voor de werkzoekenden bedoeld in het eerste lid en die niet behoren tot één van de doelgroepen bedoeld in het tweede lid, binnen de zes maanden die volgen op de inschrijving bij de Dienst.

Art. 5. § 1. De geïndividualiseerde begeleiding eindigt :

1° na afloop van de duur bepaald in artikel 3;

2° als de persoon bij de Dienst niet meer ingeschreven is als werkzoekende sinds een ononderbroken periode van minstens 3 maanden;

3° bij niet-naleving door de werkzoekende van de verbintenissen bedoeld in artikel 12 van het decreet of van de plichten i.v.m. de inschrijving als werkzoekende en dit, volgens de modaliteiten bedoeld in § 3.

§ 2. In geval van toepassing van § 1, 1° en 2°, eindigt de geïndividualiseerde begeleiding respectievelijk op de vastgestelde vervaldatum of aan het einde van de ononderbroken periode van 3 maanden, en dit zonder uitdrukkelijke kennisgeving door de Dienst.

§ 3. In geval van toepassing van § 1, 3°, geeft de Dienst de werkzoekende bij aangetekend schrijven en op gemotiveerde wijze kennis van zijn beslissing tot afsluiting van de geïndividualiseerde begeleiding, alsook van de niet nageleefde plicht(en) of verbintenis(sen). Deze kennisgeving gebeurt binnen een termijn van 15 dagen te rekenen vanaf de datum van kennisneming van de feiten door de Dienst.

Indien de werkzoekende deze beslissing niet betwist bij aangetekend schrijven binnen een termijn van 15 dagen die begint te lopen 3 werkdagen na het opsturen van de kennisgeving van de beslissing, wordt deze beslissing bevestigd de dag na de laatste dag van de termijn van 15 dagen.

In geval van betwisting van deze termijn vanwege de werkzoekende bij aangetekend schrijven of door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, kan de werkzoekende, overeenkomstig de procedure vastgelegd door de Dienst, laatstgenoemde verzoeken om een herziening van de bestanddelen van deze beslissing. De Dienst bevestigt of vernietigt de beslissing tot afsluiting van de geïndividualiseerde begeleiding en geeft de werkzoekende kennis daarvan bij aangetekend schrijven of door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd binnen een termijn van maximum 20 dagen na ontvangst van de betwisting.

Wanneer deze beslissing tot afsluiting van de geïndividualiseerde begeleiding is bevestigd, kan de werkzoekende bij de Minister een beroep indienen binnen 15 dagen na de kennisgeving van de beslissing. Na afloop van die termijn wordt de beslissing tot afsluiting bevestigd. Indien een beroep wordt ingesteld, spreekt de Minister zich hierover uit en deelt hij zijn beslissing mee binnen een termijn van 20 dagen. Zo niet wordt de geïndividualiseerde begeleiding afgesloten. Wanneer de beslissing tot afsluiting van de geïndividualiseerde begeleiding wordt vernietigd of bij gebrek aan beslissing vanwege de Dienst, wordt de geïndividualiseerde begeleiding voortgezet voor de resterende looptijd van de geïndividualiseerde begeleiding.

§ 4. De Dienst informeert de werkzoekenden schriftelijk en vanaf het eerste gesprek wat betreft de balansopmaak, de automatische afsluiting bedoeld in § 1, 1^o en 2^o, de te volgen procedure voor de toepassing van § 1, 3^o, alsook de procedure van toepassing in geval van betwisting van de beslissing tot afsluiting van de geïndividualiseerde begeleiding. De Dienst zorgt ervoor dat deze informatie in zijn communicatiekanalen wordt verspreid.

Art. 6. In geval van vormings- of inschakelingsactie bij de Dienst of een operator die een samenwerkingscontract met de Dienst heeft afgesloten en voor zover deze vormings- of inschakelingsactie een opeenvolgende duur van minstens 3 maanden bedraagt, wordt de duur bedoeld in artikel 3 met de duur van deze actie verlengd.

Art. 7. Wanneer een werkzoekende tijdens de duur van de geïndividualiseerde begeleiding door de RVA wordt gestraft in het kader van het koninklijk besluit, kan hij, voor zover hij nog altijd ingeschreven is als niet-tewerkgestelde werkzoekende bij de Dienst en dat hij de aanvraag schriftelijk indient bij de Dienst, blijven genieten van een geïndividualiseerde begeleiding voor de overblijvende duur van de begeleiding.

Art. 8. De geïndividualiseerde begeleiding wordt voor 12 maanden verlengd naar aanleiding van de herinschrijving van de werkzoekende wanneer zij volgt op een ononderbroken periode van minstens 3 maanden waarin hij niet meer als werkzoekende is ingeschreven is.

Art. 9. Onverminderd de artikelen 6 tot 8, wanneer de doelstellingen van het actieplan niet zijn bereikt na afloop van de 12 maanden begeleiding, wordt het actieplan verlengd, op verzoek van de werkzoekende, met de duur die noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doelstellingen zonder echter een verlenging van 3 maanden te overschrijden.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen

Art. 10. In artikel 9, 11^o, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden "een inschakelingskrediet-contract met de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" hebben gesloten, overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling" vervangen door de woorden :

"een actieplan met de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" hebben gesloten, overeenkomstig het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling onverminderd een inschakelingskrediet-contract gesloten vóór de inwerkingtreding van het voornoemde decreet".

Art. 11. In het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 19 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 2, eerste lid, worden de woorden "van het geïntegreerd stelsel inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, hierna het Stelsel genoemd, zoals ingevoerd bij het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces" vervangen door de woorden " van de samenwerkingsregeling voor inschakeling, hierna de Regeling genoemd, zoals ingevoerd bij het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling";

2^o in de artikelen 4, § 1, 3^o, en 13, eerste lid, 3^o, worden de woorden "een partnerschapsovereenkomst" telkens vervangen door de woorden "een samenwerkingscontract".

Art. 12. In het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 3, § 1, eerste lid, 1^o, worden de woorden "de geïntegreerde regeling voor de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces, hierna de Regeling genoemd, zoals ingevoerd bij het decreet van 1 april 2004 betreffende de geïntegreerde regeling voor de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces" vervangen door de woorden "de samenwerkingsregeling voor inschakeling, hierna de Regeling genoemd, zoals ingevoerd bij het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling";

2^o in artikel 8, § 1, eerste lid, wordt punt 2^o vervangen als volgt :

"2^o een samenwerkingscontract gesloten hebben met FOREm in het kader van de Regeling";

Art. 13. In het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 3, § 2, lid 4 en 6, worden de woorden "naar één of meerdere vormings- en inschakelingsoperatoren zoals bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling" telkens vervangen door de woorden "naar één of meerdere vormings- en inschakelingsoperatoren zoals bedoeld in artikel 2, 7^o, van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling";

2^o in artikel 5, § 1, eerste lid, 9^o, worden de woorden "een samenwerkingsovereenkomst" vervangen door de woorden "een samenwerkingscontract".

Art. 14. In artikel 12, § 2, tweede lid, 4^o, van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, vervangen door het besluit van 21 september 2006, worden de woorden "in de zin van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling" vervangen door de woorden :

"in de zin van artikel 2, 1^o, van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling".

Art. 15. In het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 2, 2°, wordt vervangen als volgt :

" 2° "regeling" : de regeling ingevoerd bij het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling";

2° in artikel 3, eerste lid, 2°, worden de woorden "het samenwerkingsverband" vervangen door de woorden "het samenwerkingscontract";

3° artikel 3, tweede lid, wordt opgeheven;

4° in artikel 19, eerste lid, 2°, *h*), worden de woorden "het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling" vervangen door de woorden "het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling".

Art. 16. In artikel 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling), afgekort "S.A.A.C.E", wordt punt 9° vervangen als volgt :

" 9° de verbintenis waarbij een samenwerkingscontract wordt gesloten met de FOREm zoals bedoeld in artikel 5, § 1, 9°, van het decreet";

Art. 17. In artikel 8, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling worden de woorden "waarvan het model vastligt in artikel 2, § 1, 1° en 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling" geschrapt.

Afdeling 2. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 18. De partnerschapsovereenkomsten bedoeld in de artikelen 4, § 1, 3° en 13, 3°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, in artikel 8, § 1, 2°, van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, in artikel 5, § 1, 9°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling), die, als voorwaarde tot erkenning van deze instellingen, vóór de inwerkingtreding van dit besluit genomen werden maar van kracht blijven, blijven van toepassing tot de vervaldatum voorzien in deze overeenkomsten, tenzij de samenwerkingscontracten vóór deze vervaldatum worden afgesloten.

Art. 19. De werkzoekenden bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 30 april 2004 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen betreffende de actieve begeleiding en opvolging van werklozen worden automatisch opgenomen in het proces van de geïndividualiseerde begeleiding :

1° wanneer zij genieten van de begeleiding bedoeld in het bovengenoemde samenwerkingsakkoord overeenkomstig de regels van dit besluit en voor de overblijvende duur van de aanvankelijk bepaalde begeleiding;

2° wanneer zij genoten hebben van een begeleiding bedoeld in het bovengenoemde samenwerkingsakkoord voor een periode van minimum 3 maanden en maximum 12 maanden en dit, onverminderd de verlengingsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 7 en 8;

3° wanneer zij (her)ingeschreven zijn als werkzoekenden sinds 1 januari 2010 en dat zij nog niet genoten hebben van een begeleiding zoals bedoeld in het bovengenoemde samenwerkingsakkoord, voor een periode van 12 maanden.

Art. 20. Het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 tot bepaling van de samenstelling van de subregionale commissies van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 21. Onverminderd de artikelen 18 en 19, treden het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling alsook dit besluit in werking op de eerste dag van de maand na het verstrijken van een termijn van tien dagen met ingang van de eerste dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 20 van dit besluit waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op dezelfde datum als die welke is voorzien in artikel 21 van het decreet.

Art. 22. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE